

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques  
environnementaux

IC n° 2003/3764

## ARRETE

prorogeant le délai de validité de l'autorisation  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V et ses annexes ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2014 autorisant à exploiter à Lamballe au lieu-dit La Ville Es Crin un élevage de volailles ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande de prorogation du délai de mise en service de l'installation formulée par l'exploitant par courrier du 28 septembre 2017 ;
- CONSIDERANT que le délai de mise en service des installations est fixé à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2014 susvisé et que ce délai est échu depuis le 7 octobre 2017 ;
- CONSIDERANT que l'article R.181-48 du code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-17 et R.214-07 ;
- CONSIDERANT que les éléments fournis par le pétitionnaire à l'appui de sa demande de prorogation sont recevables ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

## A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à Mme Danielle BOISHARDY lieu-dit « la Ville es Crin » à LAMBALLE pour l'exploitation d'un élevage de volailles se traduisant par :

- le changement de production par restructuration interne d'un élevage porcin en élevages de volailles pour un cheptel de 92 000 animaux équivalents (poulettes démarrées en volière),
- la démolition des bâtiments existants,
- la construction d'un poulailler avec mise en place des volières,
- la transformation de la totalité des déjections en engrais organiques

ARTICLE 2 : Les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 8 de l'arrêté du 7 octobre 2014 susvisé sont abrogées et remplacées comme suit par celles du présent arrêté :

« La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire . Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service avant le 7 octobre 2018 »

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 Rennes Cédex) :

dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants.

ARTICLE 3 : Affichage

Une copie du présent arrêté est

déposée à la mairie de Lamballe pour y être consultée ;

affichée à la mairie de pendant une durée minimum de deux mois ;

affichée de façon lisible sur le site de l'exploitation pendant une durée de deux mois par les soins de l'exploitant ;

mise en ligne sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor ;

ARTICLE 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, , le maire de Lamballe, le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée aux maires de Noyal, La Malhoure, Plestan et Landehen pour information et à l'exploitant pour affichage.

Saint-Brieuc, le

**15 JAN. 2018**

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

  
Béatrice OBARA